



# Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

MERCREDI 14 FÉVRIER 2024 - N° 1272 - 54° ANNÉE - 5,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

## Empilement

**V**ous connaissez ce jeu où les enfants empilent leurs mains, et font passer celle du dessous au-dessus. Gabriel Attal lui aussi le connaît, et met « *au-dessus* » les dossiers qui étaient « *en dessous* ». En trois mois, deux y sont déjà passés : l'éducation et l'agriculture. Quel sera le suivant ? L'armée, la sécurité (pendant les JO ?), le coût de la vie ?

Amusant en cour de récréation, ce jeu présente toutefois quelques inconvénients dans une politique gouvernementale. À l'opposé complet du « *en même temps* », il prône le désintérêt pour les dossiers « *en dessous* », pour ne pas dire leur élimination. L'exemple de l'opposition artificielle entre souci écologique et défense de l'agriculture est flagrant : pour soutenir l'une, les nécessités de l'autre sont oubliées, et la protection des hommes et du milieu est abandonnée.

Il y a là une double imposture. La première, c'est de faire de la défense de l'environnement une simple variable d'ajustement. Après la Convention citoyenne pour le climat, dont les recommandations ont été jetées au panier ; les lois interdisant le glyphosate et les pesticides, pour lesquelles des dérogations ont été établies ; les accords de Paris, qui font l'objet d'une « *pause* », voici qu'Attal interrompt le plan *Écophyto*.

La deuxième est plus grave encore : alors que l'État devrait tout faire pour que ces lois soient profitables aux agriculteurs qui sont en première ligne, il se soumet à l'agro-industrie européenne de la FNSEA et laisse s'installer une guerre entre deux politiques, agricole et écologique, qui devraient au contraire se renforcer mutuellement. Le résultat, c'est qu'en détruisant l'agriculture et l'environnement, ses choix détruisent l'ensemble du monde paysan.

## Le bel avenir des révoltes

Le mouvement de grèves, de manifestations et de révoltes qui secoue la France depuis 1995 doit être apprécié dans sa dynamique.

**À quoi bon se révolter, puisque c'est toujours l'échec, au fond des mêmes impasses ?** « Toujours » est de trop, car nous ne connaissons pas la fin de cette période historique marquée par de vastes mouvements d'hostilité au néolibéralisme, dans notre pays et chez nos voisins.

Il est vrai que les syndicats en 1995, 2006, 2010, 2019 et 2023, les Bonnets rouges en 2013 et les Gilets jaunes en 2019 ont mené au mieux

des actions de retardement sans rien empêcher. Et la révolte paysanne de janvier a échoué sur l'essentiel.

Mais les mouvements contestataires gagnent en puissance et il n'est pas impossible qu'ils en viennent à se fédérer sur un projet commun, qui est déjà formulé. **L'article de B. La Richardais en page 2 et l'éditorial de Bertrand Renouvin en page 16.**



WIKIPEDIA, PHOTO : RAYMOND TRENCANEL.

## Claude Lefort

Né voici cent ans et aujourd'hui négligé, Claude Lefort mérite une lecture ou une relecture attentives.

**Les jeunes générations** saisissent difficilement ce que furent l'enthousiasme révolutionnaire et ses désillusions avant le retour à la réflexion sur la démocratie. Claude Lefort est l'une des figures de ce cheminement, commencé après-guerre dans le trotskisme aux côtés de Cornelius Castoriadis avec lequel il fonda la revue *Socialisme ou barbarie*.

À la pointe de la contestation gauchiste en 1968, Claude Lefort fut ensuite l'un des animateurs du courant antitotalitaire stimulé par les ouvrages de Soljenitsyne.

Son analyse du pouvoir comme « *lieu vide* » mériterait un nouvel examen à la lumière des dérives récentes de notre modèle démocratique. **L'article de Gérard Leclerc en page 11.**

### Dans ce numéro :

Page 4 : La crise du logement qui s'installe.

Page 5 : Démographie française : sachons raison garder.

Page 6 : La crise allemande.

Page 7 : Demain, un monde de riches.

Page 12 : Le retour de la nuance dans le débat public.

Page 14 : Résistance royaliste : Ferdinand Paloc.

Page 16 : Éditorial. Des espoirs pour les désespérés.

# Le bel avenir des révoltes

La colère paysanne semble retombée en Allemagne et en France mais elle flambe en Italie. Quelle que soit leur couleur politique, les gouvernances des principaux pays de l'Union continuent d'acheter du temps avec des « réformes » et des aides qui ne rendent pas plus supportable la violence néolibérale.

Après la fin de barrages routiers, ce n'est pas le retour au calme qui frappe, c'est sa précarité. Les paysans français qui avaient manifesté leur colère sont retournés à leurs travaux mais les causes de leur révolte n'ont pas disparu. Tout le monde a compris que le gouvernement avait négocié avec la FNSEA des mesures d'urgence, sans tenir compte de l'opposition de la Coordination rurale et de la Confédération paysanne aux traités de libre-échange.

Le syndicat agricole majoritaire a confirmé sa puissance et sa duplicité. La FNSEA cogère le ministère de l'Agriculture, intervient au sein de la Commission européenne pour la défense de ses propres intérêts – ceux de l'agrobusiness, surtout céréalière – et négocie des mesures apaisantes. Le syndicat majoritaire n'a même pas besoin de rappeler aux plus activistes des Jeunes agriculteurs qu'il a les moyens de bloquer maintes demandes d'équipement. Il y a un conflit manifeste entre la FNSEA qui défend une agriculture productiviste branchée sur le marché mondial et la paysannerie française, victime du libre-échange et de la Politique agricole commune réformée en 1992 et 2003.

Pendant quinze jours, les téléspectateurs ont pu voir des paysans sur les routes qui réaffirmaient du matin au soir leur hostilité au libre-échange avec des arguments tirés de leur propre expérience. Ce formidable moment pédagogique laissera des traces dans la mémoire collective. Le ministre de l'Agriculture et les porte-parole de la FNSEA ont vu le danger et répété sur tous les plateaux qu'il fallait du libre-échange pour pouvoir exporter et que sans exportations l'agriculture nationale était condamnée.

Cet argumentaire relève d'une esbroufe qui consiste à confondre protectionnisme et autarcie. Il est facile de constater que l'agriculture française exportait à l'époque du Tarif



WIKIPÉDIA, PHOTO : TOMAS BRESSON.

Manifestation paysanne en janvier 2024. Les revendications contre le libre-échange prennent de l'ampleur au sein du mouvement.

extérieur commun: de 1960 à 1990, les exportations françaises de céréales sont passées de 4 à 30 millions de tonnes, dont 12 millions sur les pays tiers non communautaires. C'est ensuite que les capacités exportatrices de l'agriculture française ont décliné, la France passant du deuxième au cinquième rang des exportateurs mondiaux.

**Dénoncer les mauvais traitements.** – Les mesures annoncées par Gabriel Attal lors de sa déclaration de politique générale apporteront un soulagement dans la gestion quotidienne mais, sur le fond, rien n'est réglé. Le procédé qui consiste à

taper sur les Verts et à prendre des décisions antiéconomiques ne trompe plus grand monde. Il ne suffit pas de répéter que le projet de traité avec le Mercosur n'est pas acceptable « en l'état » pour faire oublier les ravages de l'ultra-concurrence.

Ce sont les accords de libre-échange déjà signés qui doivent être remis en question, à commencer par celui entre l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande. Comme le montre Frédéric Farah dans *Marianne* (1<sup>er</sup> février), cet accord engendrera des gains modestes, de l'aveu même de la Commission européenne, et ces gains devront être partagés entre les États membres. En

revanche, les dégâts provoqués par cet accord ont été immédiats et resteront importants.

Dès que les barrages routiers ont été levés, la Confédération paysanne a intensifié sa campagne en faveur d'une politique des prix et des revenus agricoles. Il est en effet inadmissible que les paysans vendent leur production en dessous du prix de revient tandis que la grande distribution accumule les profits.

Les blocages de plateformes logistiques et les actions dans les grandes surfaces maintiennent la pression, mais le gouvernement et ses groupes de soutien professionnels (la FNSEA et le Medef, étroi-

## Sur le mur de Jean Chouan

ILS ONT BIEN RAISON, LES AGRICULTEURS, DE SE RÉVOLTER CONTRE LE PRODUCTIVISME ET LE LIBRE-ÉCHANGE QUI LES DÉTRUIT !



D'AILLEURS LA FNSEA REPREND LEURS REVENDICATIONS ET OBTIENT DES CONCESSIONS DU GOUVERNEMENT. BRAVO !



ELLE OBTIENT LA SAUVEGARDE DU PRODUCTIVISME, DU LIBRE-ÉCHANGE, ET L'ABANDON DU PLAN ÉCOPHYTO !



EUH, ATTENDEZ, IL Y A UN TRUC. ON VA REPRENDRE DEPUIS LE DÉBUT...



tement liés) ne lâcheront rien sauf révolte de grande ampleur des paysans, des ouvriers et des employés. Le durcissement des dispositifs sociaux annoncé par Gabriel Attal – réforme du RSA, suppression de l'allocation spécifique de solidarité – confirme le souci des classes dirigeantes française et européennes : assurer la défense du Capital par les « réformes » et dans le cadre de la zone euro qui permet de maintenir à bas niveau les salaires des classes moyennes et populaires et qui pénalise les exportations françaises.

La dénonciation de la zone euro tarde à être mise à l'ordre du jour par les syndicats minoritaires, mais la révolte paysanne interrompue par la FNSEA a révélé la puissance du mouvement hostile au libre-échange. Elle a aussi permis de lancer la campagne contre le système actuel de distribution des produits alimentaires et contre les pratiques frauduleuses qui prospèrent en raison du laxisme gouvernemental.

Pour les citoyens qui subissent chaque jour l'inflation des produits alimentaires et qui voient fondre leur pouvoir d'achat, le mouvement de janvier ouvre de nouvelles perspectives d'action. En France et dans tout l'ouest européen, il y a un bel avenir pour les révoltes. ■

B. LA RICHARDAIS.

## La dérive des coopératives agricoles

**Au cours la dernière révolte paysanne, si l'industrie agro-alimentaire de type capitaliste a été, à raison, pointée du doigt, les coopératives agricoles ont rarement été évoquées. Et pourtant !**

Une marque alimentaire sur trois est issue du monde coopératif et trois agriculteurs sur quatre dépendent (salariés, fournisseurs ou clients) d'une coopérative. Avec 2300 entreprises, 190 000 emplois et 40 % du chiffre d'affaires, elles sont une composante centrale de l'industrie agroalimentaire française.

Née en 1888, la coopération agricole se voulait une alternative solidaire et un contre-pouvoir face à des fournisseurs ou des acheteurs de plus en plus puissants. Une loi de 1972 a défini le rôle des coopératives comme « l'utilisation en commun par les agriculteurs de tous moyens propres à faciliter ou à développer leur activité économique, à améliorer ou à accroître les résultats de cette activité » en s'appuyant sur le principe fondateur d'« un homme, une voix ». Les coopératives agricoles réinvestissent la quasi-totalité de leurs bénéfices et ne distribuent aucun dividende. Elles bénéficient, à ce titre, d'un statut fiscal particulier, à savoir qu'elles ne



Élevage laitier. Un des secteurs où les producteurs vivent mal et où les groupes coopératifs prospèrent.

© MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

paient pas d'impôt sur les sociétés (1).

Dans les années soixante, pénétrant un marché de l'agroalimentaire en forte croissance alors tenu par les industriels privés, elles vont connaître une lente mutation de leur « philosophie » socio-économique : la productivité et la rentabilité deviennent des objectifs prioritaires au détriment du « juste prix » payé aux producteurs (et par ces derniers quand il s'agit d'intrants phytosanitaires, de matériel ou de services), de nouvelles normes de production sont instaurées ainsi que des

volumes minimum pour être membre. Pas à pas, les coopératives imposent aux paysans ce qu'ils doivent produire pour continuer à en faire partie. Le monde paysan devient ainsi de plus en plus dépendant de la coopérative qui devient un rouage parmi d'autres de l'économie libérale.

Si plus de 90 % des coopératives sont des TPE/PME fonctionnant, peu ou prou, selon la philosophie initiale, 3 % d'entre elles accaparent 85 % de la production et six sont dans le top 10 européen. Et cette dérive est confirmée par le nombre de coopératives agricoles, qui diminue, essentiellement par des phénomènes de rapprochement et de fusion, mais pas seulement entre coopératives. Certaines rachètent des entreprises hors champ coopératif. On voit se constituer des groupes d'entreprises, contrôlés par une coopérative mère et pouvant réaliser des milliards de chiffre d'affaires, y compris à l'international... tout en continuant à bénéficier de lucratifs avantages fiscaux. Une situation politiquement injustifiable. ■

LOIC DE BENTZMANN.

(1). <https://basta.media/enquete-cooperatives-agricoles-derives-FNSEA-agriculteurs-adherents-Triskalia-InVivo-Sodiaal-Agrial#nb1>

## La politique au crible

■ **Martin-Bayrou.** – François Bayrou est un peu comme l'âne de La Fontaine : il a besoin de se faire entendre. Ses rugissements de la semaine dernière contre la macronie ont plutôt fait sourire. Même si certains sonnaient assez juste, comme sa dénonciation d'un pouvoir hors sol, recruté essentiellement dans le petit milieu parisien et qui brille par son inexpérience.

On peut comprendre son amertume d'avoir été écarté du ministère auquel il aspirait, l'Éducation nationale, bien qu'il ait occupé le poste pendant plus de deux ans, sous Juppé, avec un bilan maigrelet. Au final, à quoi ont servi ses vociférations ? Après avoir confirmé que le Modem reste « membre à part entière de la majorité » et accepté les quatre pauvres ma-

roquins offerts au Modem dans l'équipe Attal, Martin-Bayrou est retourné à son moulin, comme l'âne de la fable. La décision du Parquet de faire appel de sa récente relaxe dans l'affaire des assistants parlementaires du Modem l'a-t-elle refroidi ? Peut-être.

■ **Violence contre les élus.** – L'Assemblée nationale a adopté, le 7 février, la proposition de loi d'initiative sénatoriale qui durcit les sanctions contre ceux qui agressent les élus locaux. Il y avait urgence face à la hausse inquiétante des violences, notamment contre les maires (1 300 ont démissionné depuis un an). Un texte approuvé sur tous les bancs de l'Assemblée, à l'exception signalée du groupe LFI. Il ne reste plus qu'à espérer que ces mesures seront suivies d'effets, en particulier dans les décisions rendues par la justice.

■ **Au PS, ouvriers s'abstenir.** – La composition de la liste du PS pour les européennes a suscité un peu d'humeur au sein des instances dirigeantes du parti. Le député Philippe Brun, chargé, au sein de la direction, des relations avec les classes populaires, a démissionné après avoir constaté que « le premier candidat ouvrier était en 41<sup>e</sup> position sur la liste, bien loin de la zone éligible ». Cela n'a nullement dérangé les militants qui ont approuvé la liste à 80 %, le 8 février.

■ **Conseillers et payeurs.** – Hurllements au Sénat sur la version de la loi encadrant les activités des cabinets de conseil votée le 1<sup>er</sup> février à l'Assemblée. Les deux rapporteurs de la Haute Assemblée (PC et LR) considèrent que le texte est « totalement dénaturé ». Selon Mediapart, l'ex-président de l'Assemblée, Richard Ferrand, aurait été missionné par le groupe amé-

ricain Accenture (qui conseille les ministères de l'Intérieur et des Finances) pour veiller à ses intérêts auprès des députés de la majorité !

■ **France d'outre-mer.** – Une bonne et une moins bonne nouvelle pour nos régions ultramarines. La bonne, c'est le départ confirmé de Philippe Vigier, détenteur du portefeuille au sein de l'équipe Borne, qui avait irrité les élus par son amateurisme et ses bourdes à répétition. La moins bonne, c'est la nomination de la députée macroniste de l'Essonne, Marie Guévenoux, qui, elle aussi, ignore à peu près tout du sujet. Alors que les Antilles subissent la crise de l'eau, que Mayotte est à feu et à sang et que l'avenir de la Nouvelle-Calédonie est à construire, le pouvoir montre ainsi le peu de considération qu'il accorde à ce dossier stratégique.

HUBERT DE MARANS.

# La crise du logement qui s'installe

Parmi tous les effondrements que l'on est obligé de constater, celui de l'immobilier de logement est peut-être le plus immédiatement inquiétant.

La cause première de la crise de l'immobilier en France (mais les autres pays sont « logés » à la même enseigne) est la hausse des taux d'intérêt. Autour de 1 % en janvier 2022, ils sont à 4,5 % aujourd'hui. A ce tarif-là, les banques exigent des garanties que peu d'acquéreurs peuvent fournir. Le volume des prêts a été divisé par deux. Les commandes de logements neufs sont à l'arrêt. Les groupes de BTP, qui pensaient manquer de main-d'œuvre (étrangère), ne recrutent plus. Les agences immobilières font faillite, les notaires licencient.

Et l'immobilier ancien ? Selon le rapport de l'Insee publié le 16 janvier, 3,1 millions de logements sont vacants en 2023 sur 37,8 millions, soit 8,2 % du parc. Il n'y en avait que 1,9 million en 1990. « *La vacance est en hausse dans presque tous les départements, [...] elle est plus forte dans les espaces les moins denses en population, en dehors des aires d'attraction des villes, ainsi que dans les aires de moins de 200 000 habitants.* »

On ne parle pas de résidences secondaires, mais de logements principaux. La qua-



La loi climat et résilience. Les petits propriétaires de maisons individuelles en sont les premières victimes.

si-totalité de ces logements nécessiterait des travaux pour les mettre aux normes qui se sont multipliées sous la pression écologiste. Beaucoup devraient être soumis à la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV). Certains, « *passoires thermiques* », devraient progressivement être interdits de mise en location, voire de vente. Cela s'ajoute aux tracasseries administratives et fiscales et aux difficultés de relation avec les locataires qui poussent beaucoup de propriétaires – qui ont souvent hérité tardivement de leur patrimoine – à la démission devant l'ampleur des questions à résoudre.

Depuis 2022, il existe un service public intitulé *Zéro logement vacant* dont l'intention

était de sortir ces logements de la vacance. Mais il est laissé à la discrétion de communes, sans moyens et sans personnels compétents, et rejoint donc les dispositifs gouvernementaux. *MaPrimeRénov'* est doté certes de 5 milliards d'euros (là où il en faudrait sans doute plus de 30). Le président de la Capeb (syndicat patronal des artisans du bâtiment) a déclaré en décembre dernier que ce programme était « *vaste et inopérant* ».

Il y a contradiction entre les objectifs des hautes instances (faire des rénovations totales, et par des entreprises disposant d'agrément administratifs sous la coupe des géants de l'énergie – comme EDF ou TotalEnergies – ou

SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE.

de l'immobilier, et les moyens des propriétaires. Car obtenir une prime nécessite un parcours du combattant informatique où seuls les plus malins obtiennent quelque chose. Le faible nombre d'artisans qualifiés disponibles (ceux disposant du label RGE – « *Reconnu garant de l'environnement* » – créé en 2011 – sont moins nombreux chaque année) permet à ces derniers de sélectionner les clients rentables et de laisser de côté – ou à la merci des artisans très insuffisants ou escrocs – les propriétaires ordinaires. En particulier ceux des maisons qui constituent une grande partie des logements vacants, dans la « *diagonale du vide* », cette vaste zone du pays laissée à l'abandon par la désindustrialisation.

Un début de sagesse semble venir de là où on l'attendait le moins. Le Conseil d'analyse économique (CAE), rattaché au Premier ministre, conteste, dans une étude publiée le 26 janvier, l'efficacité de la politique mise en place pour rénover les logements français. Il affirme que les diagnostics de performance énergétique (DPE) s'avèrent incapables de prédire la différence effective de consommation entre une « *passoire thermique* », classée F ou G et un logement rénové et classé A ou B.

Le 25 janvier la mairie de Paris a demandé au Premier ministre, par un courrier de l'adjoint au logement Jacques Baudrier, de repousser le délai pour l'interdiction de louer des logements classés G « *afin de laisser aux copropriétés le temps de faire faire les travaux* ». La vérité est que ces travaux sont en général inutilement ruineux, et laids... Méfiance cependant : l'élue communiste plaide pour sa vision des choses : il vient au secours des copropriétés et avant tout des organismes d'HLM. Le propriétaire individuel – comme le petit paysan dans la crise agricole, ou le petit commerçant d'autrefois – n'est pas du tout la priorité des acteurs de la crise, comme si ceux-ci n'avaient qu'un but : faire disparaître les indépendants. ■

FRÉDÉRIC AIMARD.

## La quinzaine sociale

■ **Ni vu ni connu, je t'embrouille.** – Les géants de l'industrie agroalimentaire ne manquent pas d'imagination quand il s'agit de préserver leurs marges, dans un premier temps, puis de l'augmenter.

Deux pratiques, pas toujours illégales mais pour le moins indelicates – rappelées le 5 février par l'ONG Foodwatch –, se sont généralisées à la faveur de la poussée inflationniste de ces dernières années. Les Anglo-Saxons se sont empressés de qualifier la première de *cheapflation* – contraction de *cheap* (bon marché) et *inflation*. Elle consiste, dans un plat préparé notamment, à réduire la quantité des ingrédients, à les supprimer ou à les remplacer par des substituts moins chers ou de moindre qualité. Et la seconde,

de *shrinkflation*, contraction de *shrink* (réduire) et *inflation* : elle concerne là un produit brut, par exemple un paquet de pâtes dont le poids va diminuer dans un emballage semblable. Dans les deux cas, le prix de vente auquel le produit est proposé ne change pas ou dans de faibles proportions, mais le coût de revient diminue. Et le consommateur est le dindon de la farce.

■ **Discrimination.** – Selon une enquête de l'Association pour l'emploi des cadres (Apec) rendue publique le 7 février, près de trois femmes cadres sur quatre ayant eu des enfants considèrent que le congé maternité ralentit la progression hiérarchique des femmes « *pendant plusieurs années* ». « *La maternité reste généralement perçue comme un contretemps dans la relation de la femme cadre avec son em-*

*ployeur* », relève l'Apec. Avant de poursuivre : « *le congé maternité est réduit à une absence pénalisante, un problème à régler, au lieu d'être considéré comme une étape logique et prévisible du parcours professionnel des femmes* ». Aussi, « *durant leur congé maternité, certaines femmes cadres continuent-elles d'être connectées avec leur entreprise à des degrés différents (suivi des e-mails ou des clients, présence à certaines réunions en ligne), contrairement à l'obligation légale* ».

En janvier, Emmanuel Macron annonçait la création de congés de naissance plus courts mais mieux rémunérés que le congé parental actuel ; 69 % des répondants à l'enquête de l'Apec préféreraient un congé parental « *court et bien rémunéré* » à un congé « *long mais faiblement rémunéré* ». A suivre.

NICOLAS PALUMBO.

Avalanche de mauvaises nouvelles sur le front de la démographie : « l'exception française » ne serait plus que l'ombre d'elle-même, et notre natalité serait en train de s'effondrer au niveau de celle de nos voisins européens, nous dit l'INSEE.

# Démographie à la loupe

PAR FRANÇOIS GERLOTTO

En cette année 2024, la France ne serait plus en mesure de renouveler sa population par sa seule fécondité, puisque, au lieu des nécessaires 2,1 enfants par femme, nous en sommes à moins de 1,7 ! L'ambiance du jour, soumise à un matraquage médiatique permanent sur des conflits voisins, favorise le langage guerrier et le branle-bas de combat : notre président nous annonce une guerre contre la dépopulation, un « réarmement démographique », comme il nous veut aussi en guerre, pêle-mêle, contre la décrépitude de la santé, de l'éducation, de l'industrie, des infrastructures, de l'environnement, depuis hier de l'agriculture, bref de tout ce que lui et ses prédécesseurs ont pris tant de soin à mettre à mal en trente ans.

Bien. Nous voilà donc entrés dans une phase de dépopulation. Encore faut-il savoir de quoi l'on parle. Heureusement plusieurs travaux publiés récemment nous permettent d'y voir plus clair, et de tirer des conclusions de tout ce chambardelement médiatique.

**Une baisse générale de la population mondiale.** – Et replaçons tout d'abord notre cas particulier dans un contexte général. L'Institut national d'études démographiques (INED) vient de publier un numéro de *Population & Sociétés* très éclairant à ce sujet : la dénatalité est universelle, et l'on observe depuis 20 ans une « baisse massive de la fécondité mondiale (1) ». L'INED le précise : « La carte de la fécondité mondiale illustre la baisse importante de la fécondité durant les deux dernières décennies, y compris en Afrique. Près des deux tiers de la population mondiale vivent en 2021 dans des zones où la fécondité est sous le seuil de renouvellement des générations ». Les statistiques présentées par l'INED montrent d'ailleurs que l'on tendrait vers un équilibre : les zones à très faible fécondité ne la voient plus diminuer, et notamment même une légère remontée pour les plus basses ; alors que pour les zones où la fécondité est encore forte (l'Afrique subsaharienne), la baisse est considérable. L'aspect absolument universel de cet effondrement de la fécondité montre que l'Europe et la France n'échappent pas à cette dynamique contre laquelle les « réarmements démographiques » vont se briser comme coquilles d'œufs.

Peut-on pour autant parler d'effondrement ? Ne serait-ce pas plutôt un rééquilibrage ? L'augmentation de la population mondiale n'était pas viable à terme, et il en était de sa croissance comme de toute autre : se poursuivant à l'infini dans un monde fini, elle ne pouvait que mener à l'effondrement général, comme le signalait le Club de Rome en 1972. Cette « transition démographique », qui permet d'éviter le collapse que ce dernier avait an-

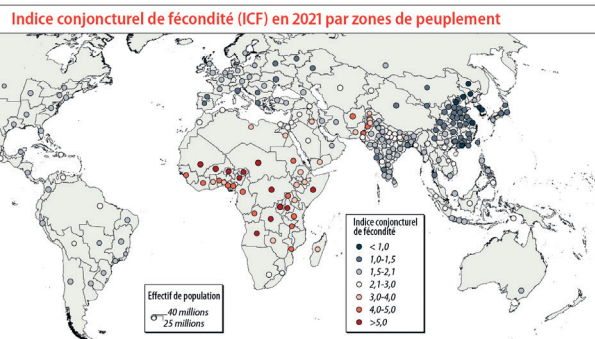
soient de plus en plus tardives ne permet pas de trancher complètement. Gilles Pison, dans une interview au quotidien *Le Monde* (17 janvier) nous le rappelle : « Il est difficile de dire si la baisse actuelle s'inscrit dans [des fluctuations normales] ou s'il s'agit des prémices d'une situation différente de celle qu'on a connue depuis la fin du baby-boom, marquée par une stabilité de la fécondité ». A contre-courant de ce que les médias pensent, une

enquête de novembre 2023 détaillée dans *Le Monde* montre d'ailleurs que le nombre « idéal » d'enfants chez les couples en France reste légèrement supérieur à deux.

Il faut garder la tête froide, ne pas se lancer dans un « réarmement démographique » autoritaire aussi inutile que dangereux, mais se poser la question : augmenter la population, pour-

quoi ? Or les réponses données sont pathétiques : c'est pour continuer à bénéficier d'un réservoir de main-d'œuvre et éviter un manque à gagner potentiel ; pour lutter contre un « Grand remplacement » (qui reste à démontrer) ; parce qu'avec moins d'enfants, nous aurons à terme moins de soldats ; parce que nos retraites ne seront plus versées par une jeunesse absente. Et l'on veut relancer une grande dynamique démographique sur ces objectifs ?

La France ne risque ni la surpopulation ni l'effondrement. Il y a de la place dans le pays : depuis des générations nous intégrons dans nos rangs des Français issus de l'immigration. Il faut se souvenir aussi qu'une culture meurt si elle ne peut pas se transmettre à sa jeunesse. Nous devons bien sûr tout envisager pour maintenir notre fécondité au seuil de renouvellement ; mais tout en sachant que des mesures administratives ne peuvent agir qu'en s'accompagnant d'un grand projet de civilisation. Nous devons alors prévoir aussi l'hypothèse du non-remplacement par naissances de la population, attirer de nouveaux Français chez nous et faire qu'ils s'y sentent suffisamment bien pour se fonder dans la population générale. Il ne peut y avoir de politique démographique sans considérer à la fois ses deux volets : l'accroissement naturel et l'accroissement par immigration. ■



ticipé naguère, est donc une bonne chose au niveau mondial. La planète est entrée dans une nouvelle phase démographique, où les fécondités ont énormément baissé, en parallèle avec la baisse des mortalités infantiles. Mais qu'en est-il plus précisément, au niveau de notre pays ?

La France a toujours eu un parcours singulier en ce qui concerne la démographie. Longtemps le pays le plus peuplé d'Europe (28 millions d'habitants avant la Révolution : trois fois plus que la Grande-Bretagne, deux fois plus que l'Allemagne), sa fécondité a fortement baissé à partir de 1750 jusqu'au baby-boom d'après-guerre, alors qu'elle explosait en Europe. C'est ainsi que de 1750 à 1950 sa population n'a pas doublé, alors qu'elle était multipliée par six chez nos voisins britanniques ! Il en reste des traces : notre pays est deux fois moins densément peuplé (110 habitants au km<sup>2</sup>) que l'Allemagne (232), l'Italie (200), le Royaume-Uni (271). Nous pourrions sans problème héberger plus de 100 millions d'habitants. Puis les Européens, les premiers dans le monde, ont vu s'effondrer leur fécondité, alors que la France maintenait sa fécondité habituelle qui, dans ces conditions, est passée de la plus faible à la plus élevée d'Europe. Les courbes sont claires : dans une dynamique de baisse générale, notre fécondité est restée remarquablement stable au-dessus de celle de nos voisins.

**Doit-on alors s'inquiéter de cette baisse actuelle ?** – Le fait que les maternités

(1). *Population & Sociétés*, n° 618, janvier 2024. Voir <https://www.ined.fr/>

## Mais où est la « deutsche Qualität ? »

Une économie en berne, des infrastructures désuètes, une société inquiète ou en colère, un système partisan fragilisé. L'Allemagne est en crise.

Les médias français voire Européens ont désormais un œil inquiet sur l'Allemagne. Le temps où l'on vantait la modération, l'intelligence, la perspicacité de notre voisin d'outre-Rhin n'est plus. En effet, l'Allemagne est en crise. Avec une croissance en baisse de 0,3 % en 2023, elle souffre en plus d'infrastructures de plus en plus inadaptées. Ainsi la Deutsche Bahn accumule les déficits et la Cour des comptes allemandes a récemment fustigé une politique de diversification erratique et coûteuse, invitant la compagnie à revenir à ses missions traditionnelles du transport de voyageurs et de marchandises. Un train de voyageurs sur trois circule en retard et un sur quatre de marchandises. Le dialogue social au sein de l'entreprise est de plus en plus difficile et une grève des trains inédite de trois jours a été déclenchée le 8 janvier dernier.

N'oublions pas non plus la colère des agriculteurs allemands, vent debout contre l'abandon précipité, décidé par le gouvernement, de subven-



Sahra Wagenknecht. Sa nouvelle formation conjugue un programme social très à gauche et un discours prorusse et anti-immigration.

tions sur le gazole, et hostiles à une écologie dite punitive. Cette contestation qui s'inscrit dans un large mouvement européen a touché aussi bien l'Allemagne et la France que l'Espagne, la Belgique, les Pays-Bas, la Roumanie, le Luxembourg, voire la République tchèque. En Allemagne comme ailleurs, on dénonce le libre-échange à tous crins de l'Union européenne, les traités signés avec la Nouvelle-Zélande et le Mercosur, sans oublier la promesse d'adhésion rapide à l'UE faite à l'Ukraine. Des voix se font en-

tendre outre-Rhin pour dénoncer la règle d'or du 3 % maximum de déficit public autorisé que la Cour constitutionnelle a rappelée au gouvernement allemand, rappel à l'origine de la suppression de certaines subventions.

Enfin, l'Allemagne est en proie à une profonde crise politique. La coalition au pouvoir n'est plus soutenue que par un tiers des sondés, et l'AfD (Alternative für Deutschland) est créditée de plus de 20 % d'intentions aux élections européennes, et de 30 à 35 % aux élections régionales de l'au-

tomme dans l'ex-RDA. Sans oublier les interrogations que suscite le nouveau parti créé par Sahra Wagenknecht qui, après avoir échoué à constituer un groupe transpartisan à gauche en 2018, vient de créer Bündnis Sahra Wagenknecht (BSW), l'Alliance Sahra Wagenknecht, qui entend faire entendre sa voix aux prochaines européennes. Conservateur sur les questions sociétales et particulièrement l'immigration, fustigeant les Verts, elle dénonce le libre-échangeisme de l'UE, l'abandon des classes populaires et moyennes, et souhaite l'ouverture de négociations immédiates pour la paix en Ukraine. En cas de score important aux élections européennes, c'est toute la gauche allemande qui en sortirait fragilisée, voire le gouvernement. ■

MARC SÉVRIEN.

### Les Faits marquants

■ **Haïti.** – Des manifestations violentes ont éclaté dans les principales villes du pays, dont Port-au-Prince et Cap-Haïtien, pour dénoncer la violation de l'accord du 21 décembre 2022 aux termes duquel le gouvernement intérimaire d'Ariel Henry s'était engagé à démissionner le 7 février 2024. Parmi les protestataires réunis à Pétion-Ville, l'ancien sénateur putschiste Guy Philippe a appelé la population, la police et l'armée à renverser le gouvernement.

■ **Portugal.** – Chargé de gérer les affaires courantes depuis l'annonce de sa démission le 7 novembre 2023, le gouvernement d'António Costa affronte les actes de rébellion d'une partie de la police et de la gendarmerie, des manifestations massives, pétitions, arrêts de travail et appels au boycott des prochaines législatives.

■ **Sénégal.** – Le chef de l'État Macky Sall a annoncé le report au 15 décembre 2024 de l'élection présidentielle, initialement prévue le 25 février. Validée par l'Assemblée nationale le 6 février, la mesure suscite l'ire de l'opposition. Plusieurs militants et élus contestataires ont été arrêtés. Un étudiant est mort à Saint-Louis. Les rivaux de Sall accusent ce dernier de vouloir se maintenir à la tête du Sénégal malgré sa promesse de ne pas briguer un nouveau mandat.

CASIMIR MAZET.

### Voix étrangères

■ **Appendices.** – L'hebdomadaire libéral britannique *The Economist* est connu pour son républicanisme. Son plus célèbre rédacteur en chef, Walter Bagehot, en 1867, est l'inventeur de la définition constitutionnelle classique des pouvoirs du souverain dans son traité *De la constitution anglaise* : être tenu informé, encourager, mettre en garde.

Son chroniqueur actuel pour l'Europe – Charlemagne –, dans l'édition datée du 20 janvier, faisait un sort aux rois de convenance (*Kings of convenience*). Prenant prétexte de l'accession au trône danois de Frederik X, il voit dans les monarchies européennes un pur exercice d'inanité, les comparant à cet organe humain qui ne sert à rien de précis mais qu'on n'ôte que s'il cause du mal. Elles assurent pompe et continuité. Mais à part cela ?

À quoi bon la monarchie aujourd'hui ? La réponse à la question semble néanmoins donner l'avantage au pour sur le contre. Pour : elle attire les touristes, elle ouvre les portes aux missions commerciales, elle jette du baume sur les tragédies collectives, elle exerce une influence pacificatrice sur les crises, elle incarne un honnête patriotisme. Contre : elle entretient des rentiers aux frais du contribuable, elle exerce plus d'influence qu'on ne le croit et de manière opaque (sous-entendue, antidémocratique dans les trois pays où le Premier ministre rencontre le monarque régulièrement, le Royaume-Uni, la Norvège et les Pays-Bas), elle ne peut rien sur le type de crises contemporaines (sous-entendu : elles sont dépassées comme le parchemin l'est à l'ère de ChatGPT).

Les monarques savent qu'ils se déplacent sur une fine couche de glace et agissent en conséquence. Ils ont notamment su se rapprocher du peuple.

À comparer avec les lords : tout savoir sur le second plus grand Parlement au monde (après l'Assemblée du peuple chinoise) dans un remarquable reportage de l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* dans son édition datée du 27 janvier : 818 membres. Sous le titre *Maison hantée sur Tamise*, l'enquête est finalement plus positive que critique. Les lords ne viennent-ils pas de s'illustrer en contestant le projet du gouvernement de déporter au Rwanda les demandeurs d'asile arrivés par bateau depuis la France ? Si la Chambre haute maintenait son opposition, ce serait la première fois depuis 1911. Conservatrice par essence, elle est aussi un rempart contre les dérives populistes. Non élue, elle finit par refléter la société civile mieux que les Communes. Nombreuses sont les propositions de réforme, mais son abolition serait une fausse bonne idée, conclut *Der Spiegel*.

Y. L. M.

Bientôt il n'y aura plus de pauvres sur la surface de la planète. De brillants économistes le confirment. Au plus tard dans quarante ans. Les derniers quarante ans en sont la preuve. Et s'il ne fallait qu'un seul exemple : le Bangladesh.

## Un monde de riches ?

PAR YVES LA MARCK

Les derniers rapports de la Banque mondiale notent que la pauvreté a reculé dans 25 pays au cours des quinze dernières années. Le nombre des pays *les moins avancés* – formulation due au PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) datant des années 60, aujourd'hui particulièrement péjorative – se réduit chaque année. D'environ 70, il n'en resterait plus à l'échéance 2030 qu'une quarantaine, un au Moyen-Orient (le Yémen), quatre en Asie du Sud-Est (Cambodge, Birmanie, Timor-Leste et Afghanistan), un en Amérique (Haïti), les autres en Afrique subsaharienne. Le Bangladesh devrait sortir de la liste fin 2026. Ses dirigeants pensent rejoindre les pays à revenu intermédiaire pour les 70 ans de son indépendance en 2041.

A son indépendance, on ne donnait pas cher de l'avenir de ce pays issu de deux « partitions » sanglantes, celle du Bengale en 1947, celle du Pakistan en 1971. Tous les éléments étaient ligüés contre ce qui n'était qu'un immense delta pris entre la fonte des glaciers de l'Himalaya et l'élévation du niveau de la mer, qui fait que la moitié du territoire la dépasse de moins d'un mètre. On prévoit 50 millions de réfugiés climatiques à brève échéance, soit 30 % de la population, qui atteint 175 millions d'habitants.

Les représentations misérabilistes ne s'arrêtent pas là : en 2013, 1130 ouvriers ont péri dans l'effondrement d'un immeuble de la capitale (Rana Plaza) abritant des ateliers de confection à bon marché, révélant les conditions effroyables de la production textile à destination de l'Occident. En 2017, c'est l'arrivée d'un million de réfugiés rohingyas chassés de Birmanie (Myanmar) s'entassant dans 33 camps sur des kilomètres de plage à Cox's bazar.

Or le revenu par tête au Bangladesh a dépassé celui du Pakistan et vient même de passer devant l'Inde ! Il a quadruplé en quinze ans. Le taux de pauvreté absolue (réévalué à 2,65 dollars/jour) est passé de 41,5 % en 2006 à 18,7 en 2022. L'activité textile a permis un taux exceptionnel d'emploi des femmes (80 %). L'éducation des filles dépasse celle des garçons.

De bons résultats qui s'expliquent par plusieurs facteurs : en premier, la délocalisation de l'industrie de la confection pour laquelle le Bangladesh s'est propulsé à la troisième place dans le monde. En second, les transferts des quelque dix millions de Bangladais qui travaillent à l'étranger (notamment dans le Golfe). Mais ce serait oublier que le pays est largement rural : comme tout le sous-continent, le Bangladesh dépend de la production de riz. Au cœur de la révolution verte, le doublement



Vue de Dacca. La capitale du Bangladesh fait désormais partie des 15 plus grandes agglomérations mondiales.

des rendements était directement corrélé avec une division par deux du taux de pauvreté.

**Le revenu par tête a dépassé celui du Pakistan et vient même de passer devant l'Inde !**

Le seul Bangladais de renommée internationale est Muhammad Yunus, prix Nobel de la paix 2006, couronné pour le développement du microcrédit (Grameen Bank), ce qui lui vaut l'hostilité marquée de la « Dame de fer », l'autocratique Première ministre, Sheikh Hasina, 76 ans, fille du père fondateur du pays, Mujibur Rahman assassiné en 1975. On doit à celle-ci d'avoir maintenu son pays si vulnérable à l'écart des concurrences des puissances et même de toute participation à des organisations régionales. Ce grand pays musulman a ainsi été protégé tant des contagions fondamentalistes que des routes de la soie. Bien que son indépendance ait été combattue par les États-Unis (un des reproches faits à Kissinger), Washington veille discrètement sur sa sécurité. La Première ministre indienne de l'époque, Indira Gandhi, avait pris le risque d'appuyer la partition de son ennemi héréditaire, mais les deux pays, qui partagent 3 200 km de frontières aujourd'hui matérialisées par un mur côté indien, étaient jusqu'à un rapprochement récent en position de mutuelle indifférence.

Ce relatif isolement n'a pas placé le Bangladesh sur la carte du monde. La guerre de 1971, qui avait pourtant mobilisé l'opinion internationale et suscité le dernier engagement militant d'André Malraux, fut vite oubliée. Aucun président français n'y avait jamais posé le pied jusqu'à une escale improvisée d'Emmanuel Macron le 9 septembre dernier en quête de contrats Airbus.

Ce bout du monde s'inscrit ainsi parmi les périphéries chères au pape François qui y passa deux jours en 2017, couplés à son déplacement en Birmanie. L'idée n'est pas que ces pays comptent quelques dizaines de catholiques souvent persécutés, ni qu'ils soient bouddhistes, hindouistes ou musulmans – à l'exception des très catholiques Philippines – ou qu'ils aient gardé leurs croyances traditionnelles comme en Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) que le pape a maintenu dans son programme pour août prochain. Pape d'une « Église pauvre au service des Pauvres », François, qui s'est placé sous le signe du « Poverello », marchait sur les traces de son prédécesseur Paul VI qui, en décembre 1964, avait réservé à Bombay son premier voyage international (hors celui de Terre sainte) et qui s'arrêta en novembre 1970 à Dacca victime d'une tempête qui fit peut-être un demi-million de victimes et provoqua la guerre de sécession du Pakistan oriental. Au-delà de cette continuité, le discours de l'Église au cœur de sa « doctrine sociale » s'est constamment adapté à l'évolution de statut des déshérités et des approches du développement hors des modèles standard des économistes américains de Walt Rostow à Jeffrey Sachs.

La fin de la pauvreté, titre d'un ouvrage de ce dernier (2005), signifierait-il la fin du christianisme sinon de l'humanitarisme ? Le Christ lui-même a rassuré ses disciples : « Des pauvres, vous en aurez toujours ». Effectivement, la fin de la pauvreté ne signifie pas la fin des pauvres. Les évaluations récentes en fonction de critères révisés estiment leur nombre à un milliard, dont la moitié en Afrique subsaharienne. Elles dissocient les pauvres, des pays pauvres, puisque deux tiers des pauvres vivaient dans des pays dits à revenu intermédiaire.

L'enrichissement d'un pays comme le Bangladesh ne signifie donc pas l'éradication de la pauvreté. Au contraire, la pauvreté grandit en proportion, puisqu'elle est toujours vécue en relation à l'autre. Ce qui vérifie l'idée que le problème n'est pas tant la pauvreté que la richesse, son mode d'acquisition et son usage, à commencer par la consommation de vêtements. ■



SOURCE: GOUVERNEMENT ITALIEN.

Giorgia Meloni lors d'un conseil européen à Bruxelles. Elle joue la carte d'une nouvelle alliance à droite au Parlement européen.

# Le pari perdu de Giorgia Meloni

ENTRETIEN AVEC FRÉDÉRIC FARAH

**Les événements qui marquent l'histoire de l'Italie sont toujours riches d'enseignements pour les Français et de répercussions sur notre vie politique. L'arrivée au pouvoir de Giorgia Meloni mérite un examen d'autant plus attentif que la victoire de Marine Le Pen en 2027 paraît aujourd'hui possible.**

**Royaliste :** Vous suivez quotidiennement la vie politique et le mouvement des idées en Italie. Pourquoi faut-il suivre de près l'évolution de notre voisin ?

**Frédéric Farah :** L'Italie est un pays proche du nôtre en termes de poids économique, qui a, comme la France, souffert de l'euro puisque depuis 1999 la croissance italienne est en berne. C'est un pays confronté à une crise démographique beaucoup plus préoccupante que la nôtre, qui n'est d'ailleurs pas rassurante. L'Italie est aussi un laboratoire de l'extrême droite puisqu'elle est maintenant au gouvernement, associée avec la Lega et Forza Italia. Nous avons intérêt à observer la manière dont elle dirige les affaires du pays puisque nous sommes menacés en 2027 de devenir nous-mêmes un laboratoire d'extrême droite.

**Quant à l'économie, peut-on parler d'une rupture ou de la recherche de gains tactiques ?**

Il faut d'abord noter qu'il y a une articulation entre l'agenda européen de Giorgia Meloni et son agenda national qui vise la réforme de la Constitution de 1946 et une énième version de « l'autonomie différenciée » qui porte sur les relations entre le

nord et le sud de l'Italie et qui pourrait se faire au détriment du Sud.

**En quel sens Giorgia Meloni veut-elle réformer la Constitution ?**

La présidence du Conseil souhaite réformer la Constitution afin que le président du Conseil soit élu directement par la population. Cela afin d'empêcher une pratique typiquement italienne qui est le recours au gouvernement technique pour résoudre une situation de crise. Cela s'est souvent produit dans l'histoire de l'Italie et nous avons des souvenirs récents à cet égard. En 2011, après le départ de Silvio Berlusconi, le président de la République a nommé en catastrophe Mario Monti sénateur à vie et lui a demandé de former un gouvernement technique transpartisan. Ancien commissaire européen, Mario Monti lance une politique d'austérité... De même, après l'échec du gouvernement Conte 2, on refait un gouvernement technique avec Mario Draghi. Aujourd'hui, Giorgia Meloni souhaite qu'en cas de crise, le président de la République soit obligé de nommer un nouveau chef de gouvernement choisi dans la majorité parlementaire – ou décide de dissoudre l'Assemblée. Pour ne pas perdre la Ligue dont elle a besoin pour se

maintenir au pouvoir et réaliser sa réforme institutionnelle, pour ne pas laisser à Matteo Salvini le monopole du souverainisme, Giorgia Meloni a voulu montrer qu'elle était capable, en Europe, de faire pencher la balance en faveur de l'Italie.

**Venons-en à l'Union européenne.**

Par « Union européenne », il faut entendre la Banque centrale européenne et les autorités de tutelle des marchés financiers qui sont les juges de paix de l'UE. Souvenons-nous que, lors de son arrivée aux affaires, Giorgia Meloni a tenu un discours économique assez orthodoxe et annoncé qu'elle allait prendre des gens de l'équipe Draghi surtout pour l'application du Plan national pour la résilience et la relance (PNRR) où les États, pour obtenir des tranches financières, doivent réaliser des objectifs et poser des jalons. Vous savez qu'elle a abandonné l'idée d'une sortie de l'euro, comme Marine Le Pen en France, et qu'elle a placé le débat sur la question migratoire. La politique économique que le gouvernement met en place est thatchérienne : il a supprimé par SMS le revenu de citoyenneté que Conte avait mis en place et il a fait adopter une fiscalité favorable aux entreprises. Vous avez

également remarqué que le gouvernement Meloni, farouchement hostile à l'immigration, a autorisé en juillet 2023 l'arrivée de 450 000 travailleurs étrangers supplémentaires pour les trois prochaines années.

### Cependant, Giorgia Meloni a voulu installer un rapport de forces avec l'Union européenne...

Il y avait trois points de friction : la révision du Mécanisme européen de stabilité (MES), la révision des règles budgétaires et le PNRR. Pour bien comprendre la tactique de Giorgia Meloni, il faut se souvenir que l'Italie dégage un excédent budgétaire primaire : en d'autres termes, son budget serait excédentaire s'il ne fallait pas payer les intérêts d'une lourde dette publique. Cet excédent primaire n'est pas une bonne chose : depuis des années, faute d'investissements publics suffisants, la rénovation des infrastructures du pays est trop faiblement assurée, le système de santé est en mauvais état et le Sud fait face à de grosses difficultés. Or le poids de la dette publique, qui freine les investissements, s'est alourdi avec la hausse des taux d'intérêt décidée par la Banque centrale européenne. Comme il n'est pas possible d'agir sur la BCE, le gouvernement italien a décidé de poser la question du Mécanisme européen de stabilité.

### Pourquoi agir sur le MES ?

Parce que l'occasion fait le larron ! L'Italie a participé à la création du MES lors de la crise des dettes souveraines qui commence en 2009 et qui aboutit à la soumission de la Grèce aux terribles mémorandums. On a alors voulu créer une sorte de FMI européen, qui a d'abord pris la forme du Fonds européen de stabilité puis du MES en 2012. Le mécanisme consiste à créer un fonds immédiatement disponible de 68 milliards et ensuite à abonder le fonds à hauteur de 660 milliards par la contribution des États. En raison de sa puissance économique, l'Italie est l'un des principaux contributeurs. Or le MES a fait l'objet d'une modification qui a été signée par les États de la zone euro en 2021 : il s'agit de la création d'un *pack stop* qui s'ajoute au Fonds de résolution unique (FRU) institué dans le cadre de l'union bancaire.

### Pourriez-vous préciser ?

L'Union européenne voudrait plus de solidarité financière entre les États. Elle veut donc une véritable union bancaire parce qu'elle craint que toute crise bancaire conduise inéluctablement à une crise des dettes souveraines. Il faut donc tout faire pour sauver les banques : tel est l'objectif de l'union bancaire qui ne dispose pas encore de toutes les facilités nécessaires pour faire face à une crise de banques trop grosses pour être renflouées.

Dites-vous bien que l'union bancaire devra conduire à une union des marchés financiers, afin qu'ils prennent encore plus



PHOTO : ELIA MICHELETTI

**Frédéric Farah.** Professeur de sciences économiques et sociales, il intervient régulièrement à la télévision. Chroniqueur à *Marianne*, il est l'auteur de plusieurs ouvrages (1) qui ont été présentés dans nos colonnes.

de place dans le financement des projets européens. Tel sera l'enjeu de la nouvelle Commission, après les élections européennes. En attendant, on a mis au point le Fonds de résolution unique qui sera utilisé s'il n'y a pas assez de fonds pour soutenir le MES : on apportera 168 milliards supplémentaires pour faire un filet de sécurité - un *pack stop*. Tous les experts s'accordent pour dire que ce système est insuffisant et l'Italie en a profité pour ne pas ratifier l'union bancaire.

### L'union bancaire devra conduire à une union des marchés financiers

L'objectif de Giorgia Meloni était donc de proposer un marché à l'Union européenne : l'arrêt du blocage de l'union bancaire en échange d'un assouplissement du Pacte de stabilité. Devant l'opinion publique, le gouvernement se pose en défenseur de l'épargne des Italiens alors que l'Allemagne, qui donne toujours des leçons, est confrontée à la fragilité de ses banques. J'ajoute que, pour respecter les contraintes budgétaires européennes, le gouvernement s'est engagé dans un nouveau programme de privatisations, qui vise notamment la Poste et l'énergie.

### Quelle a été la réaction des partenaires européens de l'Italie ?

Ils ont parié que le refus italien ferait remonter l'écart entre les taux d'intérêt italiens et les taux allemands (*spread*) jusqu'au moment où l'Italie, étranglée, aurait cédé en levant le blocage sur l'union bancaire. Ce pari a été perdu. Il y a eu des mouvements de *spread* mais rien de com-

parable à 2011 lorsque la spéculation sur la dette italienne avait provoqué le départ de Silvio Berlusconi. Cela signifie que, dans la situation très tendue que nous connaissons actuellement, on ne peut pas boudier le marché obligataire italien. N'oublions pas qu'une crise bancaire en Italie provoquerait la faillite des banques françaises qui détiennent 390 milliards de dette italienne !

Mais si les partenaires de l'Italie ont perdu leur pari, Giorgia Meloni est également en situation d'échec. Le Pacte de stabilité qui est en train d'être accepté va dans le sens du retour à une austérité qui va requérir de la part des Italiens de très gros efforts. De plus, Bruxelles n'abandonne pas la référence au « *déficit structurel* » alors que personne n'est d'accord sur la mesure et sur le calcul de ce « *déficit* » qui est conçu de telle manière qu'il ne dépendrait pas de la conjoncture – par exemple une pandémie. Vous noterez d'ailleurs que personne n'est d'accord sur la manière dont on mesure la « *croissance potentielle* » ou encore le « *chômage naturel* » dont nous parle la Commission européenne... Somme toute, les Italiens sont les dindons de la farce et Giorgia Meloni va demander de nouveaux efforts financiers. D'où la nouvelle vague de privatisations et le maintien d'un faible taux d'investissements publics.

L'Italie ne peut rien faire contre Bruxelles parce que tous les mécanismes pensés pour aider les États et les rendre solidaires sont soumis à la logique de conditionnalité. Ainsi, le revenu de citoyenneté mis en place par le premier gouvernement Conte et l'adoucissement de la très dure loi Fornero sur la réforme des retraites qui déplaisaient à Bruxelles ont été remis en cause en échange du déblocage d'une tranche d'aide : le revenu de citoyenneté a été supprimé et le gouvernement va peu à peu revenir à la loi Fornero. Les démonstrations d'orthodoxie ne servent à rien : la règle austéritaire demeure et s'impose à un gouvernement qui pratique un thatchérisme d'extrême droite.

### Voyez-vous une alternative au gouvernement Meloni ?

Non. L'actuel gouvernement n'est pas impopulaire car le discours de Giorgia Meloni produit encore quelques effets. Surtout, l'alternance est représentée par le Parti démocrate qui avait lui aussi proposé une sorte d'autonomie différenciée en 2001 et qui ne peut pas se présenter aujourd'hui en champion de la lutte contre la dislocation de l'Italie. C'est aussi la gauche qui a largement privatisé et démantelé le droit du travail. Giorgia Meloni prospère sur du vide. ■

**Propos recueillis  
par Bertrand Renouvin.**

(1). Il a publié en 2020 *Fake State, l'impuissance organisée de l'État en France* (H&O).

## Dessiner pour comprendre et pour combattre

Marjane Satrapi, auteur de *Persepolis*, nous offre un nouveau roman graphique, polyphonique, passionnant, pour nous faire mieux comprendre et aimer l'Iran en révolte.

Le 16 septembre 2022, une jeune femme kurde iranienne en visite à Téhéran, Mahsa Amini, est arrêtée par la police des mœurs pour port défectueux de son voile prétendument islamique et, après avoir été torturée dans un commissariat, décède dans un hôpital de la capitale iranienne.

L'annonce de sa mort va toucher tout le pays grâce aux réseaux sociaux et provoquer une vague de manifestations qui va durer plusieurs semaines, mettant dans la rue des femmes de tous âges, mais aussi des hommes qui les rejoignent très vite et prennent fait et cause pour elles, conscients que ce qui se joue, ce n'est pas seulement la liberté et la dignité des femmes iraniennes mais la liberté et la dignité de tout un peuple.

Accompagnée de 21 autres dessinateurs, chacun avec son style, à charge pour chacun de transcrire en roman graphique les analyses de trois spécialistes de l'Iran, Farid Vahid, Jean-Pierre Perrin, Abbas Milani, Marjane Satrapi



Marjane Satrapi.

a composé un ouvrage d'une grande richesse. Bien sûr les différents intervenants rappellent les événements qui ont ensanglanté l'Iran. Mais ils ne s'arrêtent pas là. Si les femmes sont au cœur de la révolte, les auteurs rappellent le rôle fondamental qu'elles ont toujours tenu dans la société perse depuis la mythologie jusqu'à la diffusion de la religion bahaïe. Marjane Satrapi insiste sur leur place dans la lutte contre la dynastie Pahlavi et sa police politique, mais aussi aujourd'hui contre le pouvoir misogyne des mollahs. Les Pahlavi, avaient tenté d'imposer une modernisation à la turque, libérant les femmes du

voile et de la tenue islamique. Il faut relire *Debout sur la terre* de Nahal Tajadod pour comprendre le choc qu'a été, pour les femmes iraniennes, cette période. Le caractère tyrannique du régime lui a par la suite retiré tout crédit.

Si l'Iran aspire à la modernité et à la démocratie, il ne rejette pas pour autant son histoire et ses traditions préislamiques. Ainsi, les femmes qui jettent leur voile dans le feu s'inspirent du zoroastrisme où son culte, symbole de pureté, de régénération, tient une grande place. Mais si les manifestations contre le patriarcat islamique ont pris autant d'importance, le combat des

femmes ne date pas d'hier. Si récemment des étudiantes ont manifesté pour pouvoir déjeuner dans les mêmes salles que les garçons, d'autres s'étaient déjà battues pour pouvoir assister à des matchs de football, parfois en se déguisant pour bousculer les interdits, et ce, à leurs risques et périls.

Car si les femmes se battent de longue date, le régime, de son côté n'a pas hésité à emprisonner, torturer, massacrer. C'est à ce prix qu'il a obtenu en 2022 le retour à l'ordre. Et la description des calvaires subis par certaines militantes inspire compassion et colère. Cependant, ce qui fait la spécificité de cette révolte, c'est qu'elle touche toutes les couches de la société, toutes les générations, les chiites comme les sunnites, les femmes comme les hommes, et qu'elle mobilise au-delà de l'Iran, dans la diaspora. Il est important que les femmes iraniennes se sentent soutenues par le monde extérieur, qu'elles prennent conscience qu'elles ne sont pas seules. À ce prix la lutte pourra continuer et terminer un jour, les auteurs en sont sûrs, par la victoire. ■

ANDRÉ VIVIER.

► Sous la direction de Marjane Satrapi : *Femme, vie, liberté, L'iconoclaste*, 2023.

### Dans les revues

■ L'évolution de la situation internationale entraîne un bouillonnement des analyses sur les conflits armés, leur prolifération et les risques de généralisation. *Commentaire* nous présente trois textes, tous éclairants.

**Nucléaire partagé ?** – Le premier, écrit par Raymond Aron en 1969, s'interroge sur le sens et les chances d'une défense européenne, l'éventualité de la création d'une communauté nucléaire franco-britannique et son insertion dans une doctrine européenne partagée avec les États non nucléaires, pour conclure que les Européens préféreront se réfugier derrière la puissance américaine. La problématique de la solidarité nucléaire, marquée par l'époque, mérite d'être rappelée dans le contexte où certains nous réservent la vieille idée de la dissuasion partagée.

**La guerre n'est pas morte.** – Jean-Philippe Duranthon apporte un démenti transparent au livre déjà ancien du général Le Borgne. Les nations occidentales ont cru qu'elles n'auraient pas à livrer de conflit de haute intensité, qu'elles pouvaient jouer la supériorité technologique en se contentant d'équipements de pointe, coûteux et donc peu nombreux. L'Europe a choisi l'alignement sur les États-Unis et apporte peu au débat international. L'auteur conclut qu'on ne pourra éviter les guerres mais qu'il s'agira d'en maîtriser l'ampleur et les risques d'extension.

**Optimisme.** – La France transforme son Armée de terre, selon le général Schill, chef d'état-major de l'Armée de terre. La France a pu longtemps fonctionner sur une dualité dissuasion nucléaire-gestion de crise. Le temps des engagements choisis est terminé, un pays peut être entraîné dans une guerre sans en décider les modalités. La guerre emploie de

nouveaux outils, de nouvelles méthodes, mais les formes les plus classiques, combat en localité, emploi massif des feux, font leur retour, l'arrière, sa résilience et sa capacité de production restent fondamentaux. La France n'a pas eu à choisir entre ses trois espaces stratégiques : le territoire national, hexagonal et ultra-marin, la solidarité avec les Alliés où elle peut jouer le rôle de nation-cadre et l'influence mondiale à laquelle concourent nos forces à l'étranger. Une vision optimiste, d'un chef militaire tenu au devoir de réserve, et que le dimensionnement de nos forces pourrait démentir.

**Champ de bataille.** – Enfin, le colonel Michel Goya, dans son excellent blog *La voie de l'épée*, s'interroge de façon pertinente sur l'évolution du champ de bataille d'ici à 2040, entre changements rapides de problématique et durée de vie longue des grands équipements, conflits émergents et persistance de conflits déjà exis-

tants. Nous voyons aujourd'hui les hommes s'affronter avec des matériels hérités de la fin de la Guerre froide, le modèle d'armée de 2040 ressemblera largement à celui de 2024, avec lequel il faudra affronter des situations nouvelles.

Quatre documents qui pourront éclairer la réflexion du citoyen légitimement inquiet de l'état de notre défense.

ÉRIC CÉZEMBRE.



► *Commentaire* n° 184 (hiver 2023-2024).

DR



Par Gérard Leclerc

## Le lieu vide de Claude Lefort

Le centenaire de la naissance de Claude Lefort (1924-2010) donnera-t-il lieu à un retour à l'un des penseurs les plus caractéristiques des convulsions intellectuelles du XX<sup>e</sup> siècle ? Il est vrai qu'on ne se souvient pas spontanément du titre d'un de ses livres, contrairement à René Girard, son exact contemporain, avec *La Violence et le Sacré*. Dans ses Mémoires, Raymond Aron, pourtant très attentif au débat de ses collègues, n'accorde à Lefort que deux brèves allusions, d'ailleurs péjoratives. D'un côté, il lui reproche d'avoir été hypnotisé par les rapports du Parti communiste et de la classe ouvrière, au point de s'enfermer dans une véritable scolastique inféconde. De l'autre, il signale que, selon la rumeur, le même se signala à Caen, en 68, comme « un enragé ». Jean-Pierre Le Goff, témoin et acteur direct dans cette ville, ne dément nullement cette rumeur. Il insiste néanmoins sur le rôle d'éveilleur de premier ordre de celui qui l'influença alors directement avec ses amis Paul Yonnet et Marcel Gauchet.

Impossible donc de démentir l'auteur de *L'Opium des intellectuels* lorsqu'il dénonce dans le moment 68 l'attitude de ces enseignants qui sortirent d'eux-mêmes « comme si, d'un coup, en un carnaval organisé, chacun rejetait son programme social, sa défroque conventionnelle, se libérait pour un temps de ses obligations, des règles de son métier, laissait libre cours aux rêves que chacun de nous enfouit au fond de lui-même. » Lefort fut de ceux qui sortirent du cadre de leur métier professoral, avec un étonnant talent de tribun propre à enflammer son auditoire étudiant. Jean-Pierre Le Goff se souvient de la différence de ton entre la flamme de l'orateur et la rhétorique posée de celui qui analysa les ressorts du totalitarisme moderne. Mais il est vrai aussi que les éclats de 68 correspondaient au rêve poursuivi par le militant d'une révolution émancipée de la bureaucratie stalinienne.

Pour saisir la nature de ce rêve, il faut revenir à l'aventure de cette petite revue notoire *Socialisme ou barbarie*, dont Claude Lefort fut avec Cornelius Castoriadis un des principaux animateurs. Quelques dizaines d'abonnés ne forment pas une force comparable aux masses du Parti communiste et même au lectorat des grandes revues comme *Les Temps modernes* de Sartre, mais l'essor intellectuel peut dépasser l'obstacle du nombre, comme le montre l'exemple du situationnisme avec la thématique de « la société du spectacle ». À l'encontre du stalinisme, *Socialisme ou barbarie* expose son projet : « Les travailleurs ne seront libérés de l'oppression et de l'exploitation que lorsque leurs luttes aboutiront à instaurer une société véritablement socialiste, où les conseils de travailleurs auront tout le pouvoir, où la production et l'économie seront soumises à la gestion ouvrière. La seule voie conduisant à une société socialiste, c'est l'action autonome et consciente des masses travailleuses, non pas le coup d'État d'un parti bureaucratique et militarisé qui instaure sa propre dictature. » On comprend que le mot d'ordre autogestionnaire, dans le climat de Mai, ait enflammé l'imagination contestataire. Cependant, l'aventure s'était arrêtée en 1965 et l'équipe s'était dissociée. Cornelius Castoriadis restera toujours fidèle à son modèle des conseils. Claude Lefort approfondira la critique du totalitarisme soviétique qu'il avait largement amorcée, relancée notamment par le phénomène Soljenitsyne. Mais il rejoint aussi, à sa façon, la tradition libérale toquevillienne, en revenant aux fondements de la démocratie.

Il faut préciser qu'en dépit d'une solide imprégnation marxiste, l'intellectuel s'est référé très vite à d'autres sources d'inspiration, notamment celle de Merleau-Ponty, ne craignant pas de recourir à la phénoménologie. Il n'est donc pas complètement captif d'une grille d'interprétation des problèmes sociopolitiques. Lorsqu'il aborde le totalitarisme sous le biais de ce que Marcel Mauss appelait « un fait social total », il va au-delà de l'explication par l'idéologie et l'illusion dont elle est porteuse. Ce qui le retient dans le fait social totalitaire, c'est la réduction à l'Un où tout s'assimile dans le corps social sous la figure d'un chef ou du parti. D'où, à l'inverse, la définition de la démocratie comme « lieu vide », expression saisissante qu'il a laissée à la postérité.

Le lieu vide s'oppose à la réduction à l'Un, pour favoriser l'altérité pluraliste et donc les libertés, l'autonomie de la société civile, et jusqu'à l'émancipation des fixations dogmatiques. L'instabilité est donc inhérente à la démocratie. Elle n'abolit pas les antagonismes inhérents à toute société mais cherche à les réguler, en leur laissant la chance de déboucher sur des avancées précieuses. J'avoue que cette expression de « lieu vide » depuis qu'elle a été lancée, n'a cessé de m'interroger, voire de me troubler, car elle ouvre autant de questions qu'elle apporte de réponses. Mais c'est sans doute son principal mérite.

Je vois bien l'avantage de cette indétermination fondamentale qui exclut l'embrigadement, en mettant en évidence l'intérêt de l'alternance au pouvoir, l'impossibilité d'une faction de s'emparer de l'opinion publique. On peut même opérer un rapprochement avec la crainte de George Orwell que ne se recrée, au-delà du stalinisme, une police de la pensée. On pourrait même parler du rejet résolu du « gros animal » de Platon, si le philosophe ne désignait justement la démocratie populaire comme renoncement à la pensée et adhésion à la *doxa*. Précisément, cette provocation permet peut-être d'envisager, si j'ose dire, ce qui s'anime dans ce lieu vide, cette plasticité ouverte à l'invention démocratique. Car l'indétermination ne signifie pas nécessairement la richesse de la pensée et l'essor de la participation populaire.

De ce point de vue, on serait tenté d'opposer à Claude Lefort son ancien compagnon de route, Cornelius Castoriadis, avec son obsession finale de « la montée de l'insignifiance ». Ce que l'irréductible militant craignait, c'était que dans nos sociétés libérales la liberté ne devienne pure figure du vide. Une façon de considérer le vide du petit camarade avec quelque ironie ? J'en retiens en tout cas l'idée que la liberté doit contribuer à l'enrichissement de la pensée et des échanges sociaux et cela ne va pas sans un certain sens des traditions et un enracinement dans l'histoire.

N'est-ce pas le vertige de notre démocratie actuelle de sombrer dans le dénigrement de soi, ce qu'on appelle *wokisme* et *cancel culture* ? Il ne suffit donc pas d'instaurer l'indétermination favorable à la liberté et hostile au totalitarisme. Il s'agit encore de réfléchir sérieusement au contenu qui va peupler ce vide sans l'obturer. Qu'est-ce qui subsistera de la plasticité démocratique, s'il n'en émerge pas ce qu'on appelle une civilisation qui est le contraire même de l'insignifiance ? ■

► Parmi les livres de Claude Lefort, on peut signaler : *Un homme en trop. Essai sur l'Archipel du Goulag* (1975). *L'Invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire* (1981).

# Débat en péril : retrouver la nuance

La qualité du débat public ne cesse de s'appauvrir. En prendre conscience est le préalable pour y remédier. Les journalistes Didier Pourquery et Jean Birnbaum se sont ainsi engagés dans ce processus à travers deux essais invitant à retrouver le sens de la nuance au bénéfice de la discussion.

Il s'agit peut-être d'un non-dit ou simplement d'un phénomène dont les conséquences pourtant dévastatrices demeurent encore sous-estimées. Pourtant, la difficulté croissante de confronter sereinement des idées contradictoires dans le cadre d'un banal débat n'est certainement pas étrangère à l'incapacité du politique à surmonter les multiples crises d'une société toujours plus complexe. Au besoin grandissant d'analyses riches et par conséquent subtiles, répond au contraire une offre intellectuelle problématiquement pauvre dans le champ politique comme dans celui des « experts » médiatiques. La caricature, l'agressivité, l'invective tiennent lieu de riposte là où est attendue une solide contre-argumentation. Étant lui-même la cible d'attaques sur les réseaux sociaux parce qu'il avait ironisé au sujet de la militante écologiste Greta Thunberg, le journaliste Didier Pourquery s'est lancé dans la rédaction d'un essai, *Sauvons le débat*, paru en 2021. Il y part en croisade contre les « jugements hâtifs » et autres « slogans grimés en vérité » qui nous empêchent collectivement d'avancer. Son confrère Jean Birnbaum, parti d'une observation proche – celle des dommages causés à la pensée par ceux qui se persuadent de détenir la vérité – a choisi de célébrer, dans *Le Courage de la nuance*, quelques figures intellectuelles qui ont fait du refus de la posture le cœur de leur engagement.

**Les voix de la nuance.** – Jean Birnbaum propose, à travers une série de portraits bien documentés, de renouer avec des leçons de pensée, finalement prolongées en véritables leçons de vie. Il insiste sur le dénominateur commun des personnalités choisies : un engagement politique qui ne se départit jamais de la lucidité indispensable à la recherche du juste. Tour à tour, Birnbaum loue chez Bernanos l'honnêteté, contre sa propre famille politique, de dénoncer les exactions de la droite catholique et monarchiste espagnole contre les combattants républicains en pleine guerre d'Espagne ; le choix d'Hannah Arendt de moquer la dérisoire personnalité du criminel nazi Adolf Eichmann plutôt que de le dépeindre comme le monstre que chacun s'attendait à rencontrer ; la modération sans faille de Raymond Aron, laquelle lui attira les critiques de tous ceux qui, à droite comme à gauche, voyaient de la tiédeur là où il n'y avait que de la raison ; l'obstina-



Jean Birnbaum.

tion d'Albert Camus et de Germaine Tillion à vouloir comprendre sans manichéisme le conflit algérien, avec l'espoir vain de dégager la solution la plus humainement acceptable.

## Le règne du talk-show des toutologues s'est déployé, et la parole des scientifiques ne se fait plus guère entendre

Cette plongée dans le passé, auprès de ces intellectuels tous disparus, n'a rien d'un hommage à froid. Elle révèle au contraire la permanence des problématiques politiques et le regard profond que ces hommes et femmes portaient sur elles. Quand il évoque George Orwell, Jean Birnbaum ne note-t-il pas, comme un écho à certains amalgames actuels, que « l'écrivain britannique peut, en même temps, fustiger la démocratie britannique, ses inégalités, ses violences coloniales, et refuser de la mettre sur le même plan qu'un régime fasciste » ? Bien sûr, cette capacité n'allait pas sans une fine connaissance de l'histoire, couplée à la volonté d'appréhender le réel et non de l'idéologiser.

**Faire vivre le débat.** – Partisan de l'intervention des chercheurs dans le débat – il a lancé en 2015 la version française du média en ligne *The Conversation*, dont les contributeurs sont des universitaires –, Didier Pourquery insiste sur le besoin de remettre de la nuance au cœur des réflexions. La première des règles est d'en finir avec la pléthore de vocables infamants (« rouges-bruns », « islamogauchistes », « khmers verts... ») qui, quoiqu'utiles politiquement,

× n'en sont pas moins conceptuellement imprécis et, dès lors, sources de méprise. La seconde règle serait de substituer le dialogue, c'est-à-dire la discussion impliquant le respect du contradictoire et de sa pensée, à la polémique, qui a pour seule vocation d'annihiler tout débat en le réduisant à des slogans. Encore faut-il éviter le piège de la « surcharge informationnelle » si caractéristique de notre société ultra-connectée. Nos processus intellectuels se retrouvent en effet étouffés par l'abondance en flux continu d'informations, mais aussi de commentaires et d'interprétations, explique Didier Pourquery. Trop de données rendent le monde indéchiffrable et confus, ce qui ne laisse finalement que la voie de l'émotion ou celle de l'opinion simplificatrice pour prendre position sur les grandes questions que pose notre siècle. « On peut dire que la civilisation des médias se définit par le rejet (agressif) de la nuance », avait déjà compris le sémiologue Roland Barthes, une autre grande figure encensée dans son ouvrage par Jean Birnbaum. Le règne du *talk-show* des toutologues s'est déployé, et la parole des scientifiques ne se fait plus guère entendre, sauf réduite aux quelques idées clefs, forcément réductrices, qu'impose le format des émissions dans lesquelles elle est parfois sollicitée.

Le diagnostic est entendu, celui d'une faille béante apparue au sein de notre environnement discursif. Pour qui entend prendre sa part au renouveau du débat, il semble indispensable d'assainir l'approche de la joute des idées par l'affinement de ses armes : un juste choix des mots et des concepts, d'une part, le recours à de l'information fiable, d'autre part. Toutefois, ainsi que le philosophe des sciences Étienne Klein le remarque fort justement : « C'est bien de faire l'éloge de la nuance, mais c'est aussi bien d'apprendre à l'aimer ». Pour apprendre à l'aimer, pourquoi ne pas s'inspirer du cheminement intégral qui fut celui d'un Aron ou d'un Camus ? Si les essais de Birnbaum et Pourquery se complètent utilement, ils laissent tout de même un tantinet perplexe. Retrouver la qualité d'un débat nuancé est possible mais ne va pas de soi puisque la condition en est une prise de conscience individuelle. Le phénomène collectif qui augurerait une inversion de la tendance n'est pas identifiable. Parce qu'elle dispense de tout effort cognitif réel mais permet de frapper les esprits, la polémique à forte charge émotionnelle, devenue tactique de facilité, a encore de beaux jours devant elle. ■

CASIMIR MAZET.

► Jean Birnbaum, *Le Courage de la nuance*, Le Seuil, 2021 ; Didier Pourquery, *Sauvons le débat*. *Osons la nuance*, Presses de la Cité, 2021.

# Rome éternelle et Berlin

Depuis décembre 2023, Netflix propose deux « suites » de séries étrangères très attendues par ceux qui avaient vu les premières saisons.

La première est la suite, quelques années plus tard, des trois premières saisons alors que la seconde est un préquel ou *spin-off*, une série dérivée de l'originale mais se situant avant le début de celle-ci par le biais de l'un de ses principaux personnages.

**Suburraeterna.** – C'est la suite de l'excellente série italienne *Suburra* dont le titre renvoie à Subure, quartier pauvre et mal famé de la Rome antique. Le spectateur retrouve les personnages d'origine ainsi que l'ambiance et les intrigues romaines entre mafia, religion, politique et corruption. Cette quatrième saison permet une évolution de personnages complexes en montrant Rome dans toute sa diversité. Ils ont quelques années de plus et les événements passés les ont clairement marqués. Pour comprendre tous les jeux de pouvoir et tous les ressorts de cette saison, il est impératif d'avoir vu *Suburra*. La tension criminelle est toujours présente malgré le « départ » de quelques protagonistes essentiels et le spectateur navigue dans les eaux troubles des trahisons. *Suburraeterna* vaut la peine de passer un moment à la regarder même si cette évo-



cation de l'atmosphère de décadence de la Rome d'aujourd'hui n'est pas aussi haletante que la série originale.

**Berlin.** – Cette série espagnole a été conçue comme « précurseur » de la *La Casa de papel* et se focalise sur l'un de ses personnages emblématiques. Il s'agit du récit de l'un des cambriolages d'Andrés de Fonollosa, dont l'essentiel se déroule à Paris. Encore une fois, les ficelles utilisées dans les cinq sai-

sons précédentes fonctionnent admirablement : le recrutement de l'équipe, l'histoire d'amour contrarié, la tension nerveuse, l'énergie de la survie, les oppositions de caractères et l'excitation du casse.

Passons sur le cliché de la vision idyllique de Paris, la ville de l'amour et du romantisme français (on dirait une vidéo de promotion touristique de la Mairie de Paris...) : la série se concentre sur le personnage dense et exubérant du frère

du Professeur, « cerveau » de *La Casa de papel*. Il est vrai que ce personnage est un bon « client » : condamné à mort par une maladie incurable, aussi égocentrique qu'excentrique, psychopathe imprévisible, il est rapidement happé par une passion amoureuse incontrôlable qui le dépasse et le déstabilise.

Ce personnage arrogant et si sûr de lui se retrouve ainsi plongé dans une aventure rocambolesque dans laquelle il ne peut que subir les décisions d'un autre personnage. Si cette situation paradoxale rend cette réalisation intéressante, cette « saison préalable » est, là aussi, moins captivante que les cinq premières saisons. Le casse devient un prétexte au récit amoureux et perd un peu de sa substance. On a donc deux aventures qui se construisent en parallèle mais qui ont du mal à cohabiter. Elles valent cependant la peine de s'y intéresser pour les amateurs de séries et pour ceux qui avaient apprécié les saisons précédentes avec une distribution toujours aussi performante et une réalisation toujours aussi solide. ■

OMAR GOUSMI.

► *Suburraeterna, Berlin* : deux séries Netflix disponibles sur les plateformes VOD, 2023.

## Roman graphique

■ Le spiritisme eut son heure de gloire à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et il garde des adeptes. Il suffit pour s'en convaincre de se rendre au cimetière du Père-Lachaise devant la tombe d'Allan Kardec. Aberration de l'esprit, supercherie, secte, religion ? À chacun de juger.

Les éditions Anspach nous livrent un nouveau roman graphique qui aborde le sujet de façon originale. Et si Pierre et Marie Curie s'étaient passionnés pour le phénomène, tentant d'en trouver une explication scientifique ? Telle est l'histoire imaginée par le scénariste Rodolphe, le dessinateur Olivier Roman et la coloriste Cerise.



L'œuvre reposerait sur des comptes rendus de séances spiritistes laissés par Pierre Curie et Charles Richet, prix Nobel de physiologie et de médecine en 1913. Les Curie et plusieurs de leurs collègues

scientifiques s'interrogent sur la possibilité d'une source d'énergie non identifiée, présente chez certains êtres humains et susceptible de soulever des objets, petits et gros, sans aucun outil ou instrument. La question reste sans réponse, d'autant plus que Pierre Curie meurt dans un accident de circulation en 1906. Sa veuve, un temps, continue les recherches. Espère-t-elle voir apparaître le fantôme de son défunt époux ?

Des esprits sérieux pourront juger cet ouvrage ahurissant, mais le scénariste ne cache pas que, parmi les médiums, existaient de nombreux escrocs, trouvant dans la crédulité publique un moyen de gagner de l'argent. Il rappelle aussi que le phénomène spirite

fut pris en considération par des institutions scientifiques qui voulurent en avoir le cœur net. Sans oublier des hommes de lettres comme Victor Hugo ou Arthur Conan Doyle. Enfin, on s'amuse à lire les interrogations de ces grands esprits, à une époque où, face au progrès du matérialisme et à la peur de la mort, nombre d'individus restaient en quête de surnaturel.

C'est donc un moment d'histoire étonnant, certes périphérique, que les auteurs nous font découvrir avec le sérieux et la légèreté qui conviennent à un tel sujet car, ne l'oublions pas, c'est d'abord et avant tout une fiction.

R. PASTINELLI.

► *Rodolphe, Olivier Roman, Cerise, Marie et les esprits, Anspach, 2023.*

### Ferdinand Paloc

À Montpellier, pendant près d'un demi-siècle (de 1874 à 1921), trône l'intransigeant Mgr Anatole de Cabrières qui bataille pour Dieu et le Roi. En 1881 il participe à la création du grand quotidien catholique, conservateur, monarchiste : *L'Éclair* (1). En 1890, il s'insurge contre le ralliement (cf. le Toast d'Alger). En 1911, il est fait cardinal. Dans son Languedoc, les familles Grasset, Girard, Durand, Forton, le marquis de Valbons, le comte de Bernis et évidemment les Rodez-Bénavent défendent, avec lui, le Royaume de France. L'arrivée des idéologues de l'AF n'entraîne pas l'adhésion de tous. Pourtant l'évêque va maintenir le lien entre Maurras et le milieu traditionnellement royaliste.

Après la Grande Guerre, l'Hérault envoie des députés monarchistes à Paris : Henri de Rodez-Bénavent (2), Louis Guidal (3) et Xavier de Magallon (4). Ils rejoignent ceux du Gard, de l'Ardèche, du Vaucluse, etc. Bien peu ont fait campagne sur leurs engagements monarchistes et même l'AF se cache derrière des listes d'« *Union nationale* ». Léon Daudet est le seul à se réclamer explicitement de son mouvement. Dans la Chambre dite « *bleu horizon* » il exerce une influence décisive sur une trentaine d'élus.

Le maire de Cazilhac, conseiller général de Ganges, député de Montpellier, Henri de Rodez-Bénavent, élu malgré son refus de faire liste commune avec l'Action française, prend comme secrétaire un enfant du pays : Ferdinand Paloc. Celui-ci est né le 22 juin 1896 à Ganges (Hérault). Il est l'aîné des cinq enfants de Louis Marius Cyprien (1872-1911) et de Ferdinande Rouquel (1874-1924). Il passe toute son enfance et son adolescence dans ce Languedoc rouge et blanc. Il est mobilisé en 1916 et rejoint l'Armée d'Orient pour partir combattre derrière Franchet d'Espèrey, sur le front serbe.

Après-guerre, gravement blessé, Ferdinand Paloc est démobilisé et réformé. Il fonde l'association des Poilus d'Orient et s'inscrit à l'association des blessés du poumon. En même temps il se marie le 14 février 1920 dans sa ville natale avec Marie Caizergues et entre comme journaliste au journal *L'Éclair*. Paloc y occupe plusieurs postes avant de devenir secrétaire général de la rédaction en mars 1938. « *Par mes fonctions à L'Éclair je connaissais personnellement Charles Maurras... Il m'a profondément déçu...* »

Après la débâcle, alors que *L'Éclair* devient pétainiste, Ferdinand Paloc va prendre langue avec les professeurs démocrates-chrétiens de Montpellier (François de Menthon et Pierre-Henri Teitgen) qui viennent de créer, en septembre 1940, Li-



Ferdinand Paloc. Il dirige les FFI de l'Hérault.

berté qui va devenir *Combat*. Peu après, son ami le royaliste Pierre Bécot lui fait rencontrer Jacques Renouvin qui arrive en Languedoc.

**« Tous les membres de l'Action française auraient dû devenir résistants, comme Renouvin. Lui n'a pas hésité. »**

Ferdinand Paloc.

Depuis Munich (1938) et sa gifle au futur ministre de Pétain, Pierre-Etienne Flandin, le jeune homme jouit d'une certaine renommée. Les deux résistants vont immédiatement sympathiser, et leurs premières actions consisteront à aider les soldats qui souhaitent poursuivre la guerre. Ils vont faire passer en Espagne, par bateau ou à travers les Pyrénées, les premiers réfractaires comme Jacques Vaillant de Guélis (voir *Royaliste* n°1193). De son côté, Renouvin va créer les Groupes francs pendant que Paloc va s'engager dans l'insoumission presque légale. Jusqu'en 1942 il reste journaliste à *L'Éclair* et communique des informations à *Combat*.

Dès qu'il a les pleins pouvoirs (10 juillet 1940), Pétain tente d'organiser les Poilus de 14-18 représentés par une multitude d'associations (de gauche comme de droite). Il décide avec son ami, Xavier Vallat, de créer la Légion française des combattants. Certains refusent immédiatement cet enrôlement. L'un des premiers récalcitrants est Ferdinand Paloc, président héraultais des Poilus d'Orient et des Combattants du front. Il pousse l'affront jusqu'à s'abstenir de participer physiquement à la rencontre, à Montpellier, entre le dictateur

espagnol (Francisco Franco) et le maréchal (Philippe Pétain) en février 1941.

*Combat* a besoin de lui. En 1941 Paloc est nommé par Henri Frenay chef départemental puis chef régional (1942) du mouvement. Après l'invasion de la zone sud, il est recherché par la police de Vichy mais aussi par les différents services allemands. Le 17 juillet 1943, il est homologué comme chef départemental des Mouvements unis de la Résistance (MUR). Après une réunion pour organiser les maquis, il est arrêté dans sa chambre d'hôtel à Saint-Affrique dans la nuit du 19 au 20 février 1944. Sans avoir été jugé il prend le train I 211 le 12 mai 1944 et devient le n° 51369 aux camps de Buchenwald puis de Dora.

Libéré par l'armée américaine le 11 avril 1945, il rentre trop tard à Montpellier. En effet, alors qu'il était prévu qu'il devienne le directeur du nouveau quotidien qui doit remplacer *L'Éclair*, ses « amis » de la Résistance se sont partagé les places au *Midi libre*... Après la guerre il préside, jusqu'à sa mort en 1984, diverses organisations de déportés et de résistants. ■

FRANÇOIS-MARIN FLEUTOT.

(À suivre : Maurice de Seynes.)

#### BIBLIOGRAPHIE :

► H.-R. Kedward, *Naissance de la Résistance dans la France de Vichy*, éd. Champ Wallon, 1989.

► *Bulletin du GREC (Groupe de recherches et d'études du Clermontois)*, n°s 207, 208, 209 du premier semestre 2018.

(1). *L'Éclair* (Montpellier). Le premier numéro paraît le 10 décembre 1881. Le journal va rayonner sur l'Hérault, le Tarn, l'Aveyron, l'Aude, le Gard, les Bouches-du-Rhône, le Vaucluse, les Pyrénées-Orientales, le Var, les Basses-Alpes et la Drôme. De fait il est considéré comme le dernier journal monarchiste de province. Jacques Bainville y écrit une chronique régulière et c'est *L'Éclair* qui publie son dernier article. Le numéro 23169 du 20 août 1944 est le dernier.

(2). Marie Théophile de Rodez-Bénavent (1817-1883), membre de l'opposition à l'Empire, 1870 conseiller municipal de Montpellier, 1874 conseiller d'arrondissement puis conseiller général du canton de Ganges. De 1871 à 1876 député de l'Hérault puis, de 1876 à 1879, sénateur du même département.

Henri de Rodez-Bénavent (1877-1952), maire de Cazilhac et conseiller général du canton de Ganges en 1902. Trois fois élu député de l'Hérault : 1919-1924, puis 1928-1932 et enfin 1932-1936. Le 30 décembre 1942, le gouvernement de Vichy le nomme président du conseil départemental de l'Hérault.

(3). Xavier de Magallon d'Agens (1866-1956), député de l'Hérault 1919-1924, militant nationaliste proche de Paul Déroulède, d'Edouard Drumont et de Charles Maurras. Il est possible qu'il ait servi d'intermédiaire entre Raymond Poincaré et Charles Maurras. Pendant l'Occupation ses conférences sont chahutées par Jacques Renouvin et les Groupes francs.

(4). Louis Guidal (1859-1941), catholique conservateur, député (Union nationale, liste de l'AF) de l'Hérault ; il siège de 1919 à 1924. Bâtonnier du barreau des avocats de Montpellier de 1897 jusqu'à 1933.



## Brèves royales

### Situation en Libye : 24 décembre 2023.

**Londres.** – Annonce, à l'occasion du 72<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance, par le petit-neveu du roi Idris 1<sup>er</sup> (1889-1951-1969-1983), le prince Mohamed el-Senoussi, 61 ans, qui réside à Londres depuis 1988, qu'il a entamé une série de consultations avec les chefs de clan libyens.

**13 janvier 2024. Istanbul.** – Tenue de consultations. Un cliché dans *Libya Observer* le représente entouré de onze dignitaires libyens.

**20 janvier.** – *Libya Observer* cite l'agence de presse italienne Nova qui, de sources libyennes, évoque une éventuelle présence du prince à Tripoli le 17 février pour le 13<sup>e</sup> anniversaire de la « révolution » de 2011 ayant destitué le colonel Kadhafi.

**25 janvier.** – Radio France internationale (RFI) annonce, de sources libyennes, le retour du prince à Tripoli le 9 février, précisant qu'il résidera dans le palais présidentiel, ancien palais royal.

Ces deux dernières informations ne sont pas confirmées à ce jour. Elles sont survenues au milieu d'un intense ballet diplomatique mené par le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies et une mission américaine de haut niveau en vue de nouvelles réunions des institutions libyennes pour la tenue des élections. En mai puis en décembre, le prince s'était prononcé contre celles-ci, privilégiant un retour à la constitution (monarchique et fédérale) de 1951 ouvrant à une transition politique.

**26 janvier. Londres.** – Hospitalisation du roi Charles III pour quelques jours. Ses fonctions sont assurées par la reine consort Camilla, la princesse Anne et la duchesse d'Edinbourg. Le prince de Galles est en effet empêché en raison de l'hospitalisation de son épouse pour deux semaines, le duc d'Edinbourg étant en déplacement à l'île de Sainte-Hélène via l'Afrique du Sud. Le prince Andrew, frère du roi, et le prince Harry, son second fils, ne sont pas habilités à remplacer le roi.



Le prince Mohamed el-Senoussi, prétendant au trône de Libye.

**31 janvier-2 février. Copenhague.** – Première régence du prince héritier Christian, 18 ans, pendant le voyage officiel de son père, le roi Frederik X, en Pologne, premier déplacement à l'étranger, prévu de longue date alors qu'il n'était pas encore roi.

**3 février. Genève.** – Décès du fils du dernier roi d'Italie, Victor-Emmanuel, né le 12 février 1937. Ses funérailles ont eu lieu le 10 février dans la cathédrale de Turin. Il est inhumé dans la crypte de la basilique de Superga qui domine la ville. Son fils Emmanuel-Philibert avait annoncé l'an dernier qu'il passerait la main à sa fille Vittoria.

**5 février. Londres.** – Communiqué du Palais de Buckingham annonçant le suivi par le roi Charles III d'un traitement contre « une forme de cancer ». Le roi poursuivra ses tâches étatiques et administratives officielles, mais devra s'abstenir de sorties publiques.

MARIE-JO YORK.

### Jean-Michel Quatrepoint



C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès, le 26 janvier, de Jean-Michel Quatrepoint. Nous l'avions rencontré en 1976, lors de la parution de son premier livre, *French ordinaires : De l'affaire Bull à l'assassinat du plan Calcul*, et il avait accordé un long entretien à notre jeune publication (cf. notre n° 235). Jean-Michel était un familier des Mercredis de la NAR, où il a présenté tous ses livres, jusqu'à *Alstom, scandale d'État* (Fayard) en 2015.

Nous perdons un ami, journaliste exemplaire et patriote exigeant.

## Nouvelle Action royaliste

**Le conseil national de la NAR** s'est réuni le 21 janvier dernier au siège du mouvement. Il a examiné les points suivants :

- examen de la situation politique ;
  - nos propositions pour une autre Europe ;
  - appui aux prises de position du Prince ;
  - développement de la NAR et de son journal
- Le conseil national a également désigné deux nouveaux membres du comité directeur.

**Internet.** – Le site [archivesroyalistes.org](https://archivesroyalistes.org) est actuellement en refonte. N'hésitez pas à le consulter et à nous faire part de vos remarques.

## Maison de France

**Monseigneur le Comte de Paris** a publié le 1<sup>er</sup> février une nouvelle tribune :

### Protéger les plus faibles :

**l'une des fins les plus louables de la société**

*« Le principe d'une société constituée n'est-il pas de défendre les personnes qui en font partie, plus particulièrement les plus faibles ? »*

*Quand je parle des plus faibles c'est dans un sens étendu. D'abord les laissés-pour-compte, les démunis. Ensuite les petits qui vont entrer dans cet ensemble constitué et protecteur qu'est par définition la société, nos enfants à naître mais aussi ceux dont nous avons déjà la charge ; ceux qui sont atteints par un handicap physique ou mental. Enfin nos anciens qui nous ont élevés et qui ont contribué au développement de notre société. »*

Pour lire l'ensemble de la tribune du Prince : <https://comtedeparis.com/protoger-les-plus-faibles-lune.../>

## Royaliste

Sommaire du n° 1272 du 14 février 2024.

**Page 1** Empilement. **Page 2** Le bel avenir des révoltes. **Page 3** La dérive des coopératives agricoles. **Page 4** Immobilier : une crise qui s'installe. La quinzaine sociale. **Page 5** Démographie à la loupe. **Page 6** Mais où est la *deutsche Qualität*? Les Faits marquants. **Page 7** Un monde de riches. **Pages 8-9** Le pari perdu de Giorgia Meloni. **Page 10** Dessiner pour comprendre et combattre. Revue des revues. **Page 11** Le lieu vide de Claude Lefort. **Page 12** Retrouver la nuance. **Page 13** Séries. **Marie et les esprits.** **Page 14** Ferdinand Paloc. **Page 15** Brèves royales. Réunions. **Page 16** Editorial : Des espoirs pour les désespérés.

## Royaliste

Directeur de la publication : Y. Aumont

Rédaction-administration

Bloc C – B.A.L 13

36-38, rue Sibuet, 75012 Paris

Téléphone : 06 43 11 36 90

[lejournaldenouvelle-action-royaliste.fr](mailto:lejournaldenouvelle-action-royaliste.fr)

ISSN 0151 – 5772

Publié par la NAR

RNA W751214282 Siret 897 894 127 00017

Édité par SPFC-ACIP

Siret 41838214900015

Imprimé par Atenor

Siret 398 678 219 00021

Dépôt légal à parution.

Publication d'information générale et politique.

CPPAP n° 0324 D 84801

## Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

Je m'abonne à *Royaliste*

**VERSION PAPIER** ☐ TROIS MOIS (25 €) ☐ SIX MOIS (40 €) ☐ UN AN (65 €) ☐ UN AN SOUTIEN (135 €)

**VERSION PDF** ☐ UN AN (45 €) ☐ UN AN SOUTIEN (55 €)

☐ Je paye par chèque ou virement bancaire à l'ordre de **Spfc-Acip**.

Nom/prénom : .....

Adresse : .....

Code postal/Ville/Pays : .....

Tél. portable : ..... Courriel : .....

Bulletin – réponse à retourner avec votre chèque ou virement à

**Spfc-Acip, 60 rue de Fontenay 92350 LE PLESSIS-ROBINSON**

**Iban FR76 3000 4001 8700 0102 0632 510 BIC BNPAFRPPXXX**

Les informations sont destinées à *Royaliste*. Elles sont enregistrées dans notre fichier à des fins de traitement de votre abonnement. Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, à la portabilité des données et à la limitation des traitements ainsi qu'au sort des données après la mort. Pour cela écrire à l'adresse du journal, en joignant une photocopie de votre pièce d'identité.

D.R.



Par Bertrand Renouvin

## Des espoirs pour les désespérés

Dans *Marianne* (4 février), Christophe Bourseiller croit pouvoir souligner le paradoxe d'une succession de révoltes qui ne conduisent à rien, faute de « *projet alternatif crédible* ». Les « *barricadiers* » de mai 1968, dit-il, se plaçaient sous l'égide de Marx, de Lénine, de Trotski, de Bakounine, alors que « *les révoltés du XXI<sup>e</sup> siècle n'ont aucune idée du monde qui pourrait se substituer à la société actuelle* ».

L'auteur de *La France en colères* (Cerf) ouvre ainsi un vaste débat. Quant à l'histoire, la révolution mimée du Quartier latin a marqué la défaite des maoïstes et des trotskistes et le triomphe du peuple adolescent, antiautoritaire, qui se fichait pas mal des accords de Grenelle (augmentation du Smig de 35 %, des autres salaires de 10 % : ça fait rêver !) signés après une grève générale d'ampleur exceptionnelle. On peut aussi se souvenir que le XVIII<sup>e</sup> siècle fut secoué par de très nombreuses révoltes qui n'étaient pas inspirées par un « *projet alternatif crédible* » – à moins qu'on ne songe au despotisme éclairé qu'appréciaient de très grands esprits...

Notre époque est confuse, désespérante à bien des égards, mais les mouvements sociaux qui l'agitent ne sont pas nécessairement privés de sens. On peut bien sûr regarder chaque protestation dans ses effets immédiats et en tirer des conclusions pessimistes : les grèves de 1995 n'ont abouti qu'au retrait partiel du plan Juppé, les manifestations de 2006 ont entraîné l'abandon du Contrat de première embauche, mais la politique antisociale n'a pas été bloquée, le mouvement syndical de 2010 contre la réforme des retraites a été un échec, de même que l'opposition à la loi El Khomri et à la récente réforme des retraites. La révolte des Bonnets rouges de 2013 et celle des Gilets jaunes en 2018 n'ont rien donné...

Cependant, il n'est pas absurde d'observer les mouvements sociaux dans leur logique et dans leur dynamique. Les révoltes spontanées et les actions syndicales mobilisent des fractions de plus en plus larges de la population, qui toutes expriment une opposition de plus en plus résolue à la violence néolibérale. Les manifestations de l'an dernier contre la nouvelle réforme des retraites ont été parmi les plus importantes de toute notre histoire sociale. La révolte paysanne qui secoue l'Union européenne est appelée à s'étendre dans les années qui viennent et les exploités de la France périphérique n'ont pas dit leur dernier mot.

Toute colère retombe, il est vrai, mais nous ne sommes pas dans le domaine des passions individuelles. Toutes les formes

d'opposition aux réformes néolibérales expriment des aspirations positives. Défendre les services publics, c'est vouloir la reconstruction et l'extension de nos propriétés collectives. Refuser les réformes des retraites, c'est vouloir l'édification d'un système de protection sociale capable d'assurer le bien-être de chacun. Dénoncer le libre-échange du haut de son tracteur, c'est vouloir une protection tarifaire et non tarifaire garantissant des produits de bonne qualité. Bloquer une plateforme logistique, c'est vouloir des prix et un revenu paysan garantis. L'an dernier, les trois générations qui ont manifesté à treize reprises avec l'intersyndicale criaient leur rejet des politiques amorcées quarante ans auparavant au nom de la « *désinflation compétitive* ». Dès lors, il n'est pas difficile de susciter l'adhésion lorsqu'on évoque les conditions générales qui ont permis la reconstruction de notre pays après 1945 et qui peuvent favoriser un nouveau mode de développement : nationalisations, planification, politique des revenus sous l'égide d'un État mobilisant une économie protégée.

Il y a donc un « *projet alternatif crédible* », bien connu des lecteurs de *Royaliste* qui sont chaque quinzaine informés d'une autre réalité : il y a une pensée collective, critique et constructive, qui se déploie dans tous les domaines où l'action publique peut s'exercer et qui repose sur de solides fondements historiques, sociologiques et philosophiques. Nos lecteurs connaissent les œuvres et les auteurs, trop nombreux pour être cités, qui s'expriment plus souvent dans les colloques et sur les réseaux sociaux que dans les grands médias...

Depuis trente ans, la dynamique sociale ne cesse de redonner de l'espoir à tous ceux qui désespèrent de la politique partisane. Malgré les batailles perdues, le syndicalisme s'est rajeuni et la détermination des manifestants est intacte. La lutte des classes s'est étendue à tout le territoire selon une dialectique qui oppose l'oligarchie aux classes moyennes et populaires, les périphéries urbaines au cœur des métropoles, la paysannerie et ses organisations aux patrons de l'agrobusiness. S'y ajoutent la fureur inexprimée des fonctionnaires de tous grades qui assistent à la destruction de l'État et le désarroi des défenseurs de l'environnement, face aux errances de l'écologisme partisan.

Pour que la lutte sociale entre dans sa phase décisive, il faudrait que se réalise une double jonction – entre les mouvements de révolte, entre ces mouvements et les sociétés de pensée où s'affirme le projet alternatif. Il n'y a là rien d'impossible. ■

### La chaîne YouTube de la NAR compte plus de 11 000 abonnés !



**Vous pouvez y consulter en libre accès plus de 150 conférences et entretiens. Parmi les plus récents :**

- 18 décembre : conférence de Jean-Pierre Le Goff pour son livre *Révolte et nihilisme du peuple adolescent après mai 1968*.
- 10 janvier : entretien avec le colonel Peer de Jong pour son livre *Agir entre les lignes*.
- 17 janvier : entretien avec Jean-Michel Toulouse sur la démocratie directe
- 31 janvier : entretien avec Frédéric Farah sur l'Italie et l'union européenne

**Pour se connecter : [www.youtube.com/c/NouvelleActionRoyaliste](https://www.youtube.com/c/NouvelleActionRoyaliste)**